

L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



Médias. Liberté. Pologne. Grèce. Malte.

MEDIAS PARTENT.

Régime de la parole publique et de la publicité des débats, sans espace public partagé, libre et accessible, la démocratie ne survit pas longtemps. La liberté des médias, presse, journalistes et audiovisuel, en est une condition nécessaire. L'Europe planche depuis [septembre 2022 sur un règlement](#) (Media Freedom Act) pour [garantir la liberté des médias](#), en particulier contre les dangers de leur concentration.

- Pour le moment, le processus [reste bloqué au niveau du parlement](#), en particulier sous la pression des groupes de presse allemands.
- C'est cependant un autre problème sur lequel insiste Reporter Sans Frontières (RSF) dans son rapport annuel sur [la liberté de la presse dans le monde](#).
 - RSF y souligne l'impact de la désinformation sur la liberté de la presse.
 - La propagande politique, la manipulation économique et les faux contenus générés par l'intelligence artificielle constituent une menace importante pour l'intégrité journalistique.
 - Un phénomène que le récent Digital Service Act entend réglementer, comme le soulignent les premières controverses autour [de l'attitude du réseau social Twitter](#).
 - RSF note que dans deux tiers des 180 pays évalués, des acteurs politiques ont été impliqués dans des campagnes de désinformation ou de propagande massives, citant en exemple la Russie, l'Inde, la Chine et le Mali.
 - L'utilisation de faux contenus, en particulier d'images, générés par l'IA et partagés comme de véritables nouvelles, est de plus en plus répandue.
 - Le rapport souligne les capacités sans précédent de la désinformation à saper l'intégrité journalistique, tout en rendant difficile la distinction entre ce qui est réel et ce qui ne l'est pas.
 - Cette manipulation de l'opinion est une préoccupation majeure, et RSF a appelé à la réintroduction des principes démocratiques dans le marché du contenu numérique.
- Le rapport constate que la guerre en Ukraine a particulièrement influencé les tendances de la liberté de la presse dans la région.
 - [Elle a d'abord un impact positif sur la liberté de la presse dans plusieurs pays européens](#), au-delà de ceux qui sont les plus directement impliqués dans le conflit.
 - La plupart des États de l'Est de l'UE ont progressé dans le classement 2023.
 - La Pologne gagne neuf places par rapport à l'année dernière pour se classer au 57e rang mondial.
 - RSF explique cela par une prise de conscience de l'importance de l'indépendance de l'information pour se défendre contre la propagande du Kremlin.
- En revanche, la tendance est inverse dans la région méditerranéenne.
 - [La liberté de la presse s'est détériorée en Grèce](#), qui se classe au 107e rang sur 180 pays.
 - Pavol Szalai, chef du bureau UE/Balkans de RSF, explique que la liberté de la presse en Grèce stagne, ce qui creuse l'écart entre la Grèce et le reste de l'UE.
 - La [surveillance récente des journalistes grecs, par le logiciel espion Predator](#) et les services secrets, est considérée comme la plus grave atteinte à la liberté de la presse.
 - On peut toutefois relever l'arrestation de deux suspects dans l'assassinat du journaliste Giorgos Karaivaz.
 - La Grèce se situe donc à 23 places de l'avant-dernier pays de l'UE, Malte, ce qui n'est pas bon signe.
 - Alors que [s'ouvre le procès des meurtriers](#) (mais pas des commanditaires) de la journaliste Daphne Caruana Galizia, l'île reste un des États membres les plus préoccupants.
 - [Le Conseil de l'Europe avait déjà alerté](#), en 2022, à ce sujet.

Migrations. Asile. Autriche. Italie. France.

TURISTA.

Depuis 2015 et ce qu'on a appelé la crise migratoire, le raidissement sur ces questions se poursuit au sein de l'UE.

- Alors que le « pacte migrations et asile » proposé par la Commission européenne [vient juste d'être adopté en plénière](#) par le Parlement européen, l'Autriche et l'Italie ont formé [une alliance contre l'immigration clandestine](#).
 - Le gouvernement de coalition conservateurs/verts, sous la pression d'une extrême droite autrichienne revitalisée, en particulier par [sa victoire électorale à Salzburg](#),
 - et le gouvernement de coalition mené par G. Meloni se sont rencontrés à Rome pour discuter de la coopération sur les questions de migration et d'asile.
 - Ils partagent des points de vue similaires sur la nécessité d'une nouvelle approche et ont appelé à un changement de paradigme pour défendre les frontières extérieures de l'UE.
 - Reste à savoir ce que l'on doit entendre par « défendre les frontières ».
 - Au cours de la réunion, les dirigeants ont également souligné l'importance de la coopération avec d'autres pays.
 - Le Danemark, dont le gouvernement social-démocrate [a mis en place une politique migratoire très stricte](#).
 - Et les pays nordiques, où les coalitions gouvernementales sont soit soutenues (Suède) soit composées (Finlande) par des partis d'extrême droite.
- Considérant qu'il existe une sorte de « [tourisme social](#) », la position austro-italienne consiste à réduire l'attraction de leurs pays en diminuant les aides sociales pendant les premières années de séjour des migrants.
 - Cette mesure est d'ores et déjà autorisée [par le droit européen](#), depuis 2014.
 - Reste à savoir quel est leur plan si cette réduction des aides n'a pas pour effet la réduction des flux migratoires.
 - L'alliance propose également de conclure des accords avec les pays africains pour résoudre les problèmes d'approvisionnement en énergie et de migration.
- Dans le même temps, la France et l'Italie se retrouvent confrontées à une augmentation du nombre de migrants franchissant leurs frontières.
 - [Cette situation a entraîné une augmentation des tensions entre les deux pays](#).
 - Le ministre de l'intérieur français [accuse nommément la Première ministre italienne](#) de ne pas faire assez pour contrôler la situation.
 - Derrière cette, [nouvelle crise diplomatique](#) entre les deux pays [on peut toutefois être tenté de lire une stratégie politique principalement interne](#).
 - Le problème sur le plan des droits reste entier : une crise de la sécurité aux frontières et de l'accueil annonce clairement un désastre humanitaire et politique.
 - Aucune solution n'est actuellement en place pour la répartition de l'accueil des migrants.
 - Quant au pacte migratoire récemment approuvé par le Parlement européen, obligeant les Etats membres à accueillir des migrants en cas d'urgence et à accélérer leur retour, son adoption par le Conseil de l'UE, s'avère difficile.
 - Au vu des crispations gouvernementales et des opinions publiques sur ce sujet, tout est prêt pour une nouvelle crise migratoire.
 - Pour le plus grand bonheur de ceux qui en font leur fonds de commerce.

EUROPE GÉOPOLITIQUE



Pape. Hongrie. Ukraine.

HABEMUS DUBIUM.

Les migrations ont aussi constitué un important point de friction lors de [la visite papale en Hongrie](#). Cette visite de trois jours revêt une certaine importance diplomatique, compte tenu de l'utilisation par Viktor Orban des valeurs chrétiennes et de l'opposition aux migrants dans les principaux leviers de sa rhétorique politique.

- L'occasion se présente de revenir sur la genèse de cette rhétorique anti-migrants en Europe centrale.
 - [Une « fabrique de la haine »](#), comme la qualifiait en 2016 le journaliste Daniel Howden.
- Dans cet ordre d'idée, la dimension géopolitique de la visite du Pape interpelle tout particulièrement.
 - Lors de son premier discours, François a appelé le continent à [« retrouver l'âme européenne »](#) face à « l'infantilisme belliqueux » des nationalismes.
 - Alors que Viktor Orban reste le seul dirigeant d'un État membre de l'UE qui refuse d'adopter une position ferme face à l'agression de la Russie, cet appel du chef de l'Église catholique ressemble à une pression plus amicale que celle des autres États membres de l'UE sur Orban.
 - Cependant, celui-ci a beau jeu de rejeter la responsabilité de la perte de cette « âme européenne » sur les méfaits de la décadence occidentale.
- Il est compliqué d'estimer la portée du discours papal.
 - D'un côté il pointe les contradictions de la Hongrie de Orban sur les migrants.
 - De l'autre, il semble le féliciter pour ses positions contre la soi-disant « idéologie du genre ».
 - Certes, il critique les actions de la Russie, et appelle au soutien à l'Ukraine.
 - Toutefois, on peut percevoir derrière les appels à la paix un certain nombre des éléments de langage du Kremlin, note [Le Monde](#), en particulier à propos de l'encouragement aux pourparlers avec la Russie.
 - Le message du pape serait donc similaire à celui de Viktor Orban, qui entretient des liens étroits avec le Kremlin et une certaine vision de la chrétienté.
 - Cette méfiance de la journaliste s'explique par le fait que le souverain pontife ne serait pas allé à la rencontre des réfugiés à la frontière polono-ukrainienne.

Sanctions. Russie.

ANOTHER LEYER.

Pendant ce temps, l'Union européenne discute d'un [nouveau mécanisme de sanctions](#) pour cibler les pays tiers qui, selon elle, permettent à la Russie de se soustraire aux sanctions, en particulier commerciales et technologiques.

- Le mécanisme proposé permettrait aux États membres de créer deux listes : l'une de pays tiers affectés et l'autre de marchandises interdites.
 - S'il est approuvé, il appartiendra aux États membres de décider - à l'unanimité - des pays et des marchandises à inscrire sur ces listes.
 - Les interdictions seraient étendues aux : voitures, technologies de pointe, biens industriels, fer et acier, ainsi que les produits transformés qui utilisent les métaux sanctionnés.
 - Il est peu probable que ces mesures ciblent la Chine dans un premier temps.
 - Elles devraient se concentrer principalement sur les pays d'Asie centrale et voisins immédiats de la Russie.
- D'autres propositions prévoient d'interdire à de nombreuses marchandises de transiter par la Russie.
 - D'abord, en ciblant les navires qui [désactivent leur système de navigation](#) pour échapper aux interdictions en particulier sur les exportations de pétrole.

Énergie. États-Unis. Norvège.

IN A RELATIONSHIP.

Dans un [long policy brief](#), l'ECFR invite l'Europe à repenser ses relations énergétiques afin de renforcer ses alliances, en se projetant dans l'après-guerre d'Ukraine.

- L'UE a cherché, en priorité, à réduire sa dépendance au gaz et au pétrole russes consécutivement à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.
 - Depuis 2022, les États membres doivent ainsi chercher d'autres sources d'approvisionnement.
 - Les pays les mieux à même de répondre aux besoins à court terme et aux ambitions à long terme ont été la Norvège et les États-Unis.
 - Ils disposent d'approvisionnements stables en gaz.
 - En outre, la Norvège peut être un fournisseur stable de combustibles fossiles pour l'UE à long terme et également un allié précieux pour coopérer sur des projets d'énergie renouvelable ou d'hydrogène.
 - L'UE et ses États membres devraient donc renforcer leurs relations avec les États-Unis et la Norvège qui, depuis le début de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, ont joué leur rôle d'alliés.
- La note recommande à l'UE de saisir l'occasion offerte par les négociations précédentes pour sécuriser les approvisionnements et d'utiliser cet engagement renforcé pour offrir un soutien aux États partenaires afin qu'ils développent des énergies vertes.
 - L'UE et ses États membres doivent trouver un équilibre entre la satisfaction de ces besoins à court terme et la construction d'alliances énergétiques durables qui soutiennent les objectifs de transition énergétique de l'UE à long terme.
 - En particulier, soutenir les efforts de décarbonisation dans les États post-soviétiques tels que l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan.
 - Mais aussi, revoir les relations avec les pays africains, par le biais d'un soutien financier et technologique.

Communauté politique européenne. Royaume-Uni. Moldavie.

PIROUETTE CACAHUÈTE.

Alors que la question énergétique exige une nouvelle approche géopolitique de l'Europe, la nouvelle « Communauté politique européenne » (CPE) redessine les liens stratégiques entre l'UE et ses voisins.

- Une [note du Centre for European Reform](#) se demande d'ailleurs si cette CPE pourrait réarrimer le Royaume-Uni à l'Europe, en particulier grâce aux questions militaires.
 - Le potentiel de la CPE réside dans le fait qu'elle constitue une plateforme de dialogue et qu'elle favorise le resserrement des liens entre le Royaume-Uni et l'UE.
 - Elle aiderait à rétablir la confiance, en promouvant un dialogue plus étroit et en s'attaquant à des défis communs, au-delà des questions propres à l'UE.
 - La CPE prévoit d'organiser trois sommets supplémentaires mais sa capacité à rapprocher l'UE et le Royaume-Uni reste à prouver.
 - Son succès, y compris sa capacité à faciliter la coopération entre le Royaume-Uni et l'UE, pourrait être limité par le fait que les institutions de l'UE y sont étroitement impliquées.
 - Ceci pourrait dissuader l'actuel gouvernement britannique.
 - La CPE pourrait devenir un forum de coopération plus efficace en devenant un « incubateur » de projets concrets, gérés par les États participants.
 - Non gérés la CPE elle-même, étant donné la diversité des intérêts des membres de cette communauté.
 - On se détacherait donc du système particulièrement intégré d'un ordre juridique supranational dans des ordres juridiques nationaux.

- La CPE pourrait donc toujours être utile à l'UE et au Royaume-Uni pour discuter des défis communs avec un groupe plus large de pays européens.
- En d'autres termes, un plan de secours pour maintenir les liens politiques et le dialogue si les relations se détériorent.
- Pour être efficace en tant que forum de coopération, la CPE doit rester un forum inclusif, informel et institutionnellement léger, dans lequel tous ses membres se réunissent sur un pied d'égalité.
- En plus de renouer avec le Royaume-Uni, la CPE présente [un certain potentiel à l'Est](#), rendu encore plus évident par le fait que sa deuxième réunion a eu lieu en Moldavie.
 - Ceci met en évidence l'impact plus large de l'influence russe, au-delà de l'Ukraine.
 - Le cas de la Moldavie montre clairement que les objectifs de Moscou s'étendent géographiquement, étant donné la vulnérabilité de l'ex État soviétique à diverses formes de [guerre hybride](#) russe.
 - Un document fuité [détaillerait par ailleurs le plan de Moscou](#) pour contrôler la petite république roumanophone et russophone.
 - La réaffirmation du soutien de l'UE à la Moldavie, directement par le biais de la CPE, pourrait illustrer l'efficacité de la politique étrangère européenne dans son voisinage oriental.
- La CPE permet également de réaligner les priorités concernant les tensions dans le voisinage oriental, notamment en ce qui concerne l'Arménie-Azerbaïdjan et la Géorgie.
 - Les tentatives de l'UE pour établir un dialogue crédible entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont été entravées par des différends historiques que la Russie a exploités, tout au long de la période post-soviétique.
 - Le lancement de la mission civile de l'UE, fin février, n'a pas permis de dissuader les actions militaires menées par l'Azerbaïdjan.
 - La position indulgente et les critiques prudentes de l'UE à l'égard de Bakou n'ont pas arrangé les choses.
 - Tout particulièrement si l'on considère l'intensification des relations stratégiques en matière [d'énergie entre l'UE et l'Azerbaïdjan en l'absence de gaz russe](#).
 - Entre-temps, la montée des tendances autoritaires en Géorgie devient de plus en plus évidente, et le parti au pouvoir a tenté de faire passer des lois restrictives visant la société civile et les médias.
 - C'est la mobilisation de cette société civile qui a mis en échec le gouvernement.
 - C'est cette société civile et son désir d'Europe qu'il faut prendre en compte, comme [nous y appelons dans une tribune](#) à l'occasion de la rapide visite de la Ministre des Affaires étrangères françaises à Tbilissi, avant de rejoindre Bakou.
 - En effet, la CPE n'est qu'un forum de chefs d'État et de gouvernement qui ne laisse pas place à la société civile organisée ni aux ONG.
 - Or, ce sont d'abord les citoyens et leurs aspirations à appartenir à cette « communauté » qui permettront de parler d'une communauté politique européenne.

GREEN DEAL



Agriculture. Élections.

IL EST URGENT DE NE RIEN FAIRE.

À un an des prochaines élections européennes, il semble que certains engagements en faveur du Green Deal ne résistent pas aux sirènes électorales.

- Les principaux textes (sur les pesticides, l'usage des sols, etc.) qui envisagent de réformer le modèle agricole européen pour le rendre plus vert et compatible avec les objectifs environnementaux adoptés par l'UE ont suscité dès leur publication [une forte résistance des représentants de l'agro-business](#) et de leurs puissants syndicats.
 - C'est le cas de [la FNSEA en France](#) ou [aux Pays-Bas, en particulier](#).
- Au Parlement européen et dans les États membres, le Parti populaire européen (PPE, conservateurs, démocrates-chrétiens), actuel plus grand groupe en nombre de sièges, se positionne comme [le défenseur des agriculteurs et des intérêts ruraux en Europe](#).
 - Le PPE s'oppose principalement aux propositions de la Commission européenne de [nouvelles règles sur les pesticides \(SUR\)](#) et la [restauration de la nature](#).
 - Il affirme qu'elles constituent une menace pour la sécurité alimentaire à long terme de l'Europe.
 - [Le PPE soutient que les objectifs sont trop élevés](#) et qu'ils imposeront un fardeau injuste aux agriculteurs.
 - Ils sont déjà sous pression pour augmenter la production alimentaire dans le contexte de la guerre en Ukraine.
 - Cette dernière étant exportatrice agricole majeure pour l'Union européenne.
- Frans Timmermans, Vice-président de la Commission en charge du Green Deal, a également critiqué la rhétorique du PPE.
 - Il répond que la production alimentaire des agriculteurs sera directement menacée par la perte de biodiversité.
 - Son objectif est justement de soutenir les agriculteurs.
 - Soutenir le contraire amène à penser que les ambitions poursuivent exclusivement des fins électorales.
- Au Parlement, le PPE négocie pour réduire la portée et l'ambition des nouveaux textes.
 - Il trouve comme alliés le groupe eurosceptique des Conservateurs et Réformistes européens et le groupe d'extrême droite Identité et Démocratie.
 - Le groupe libéral, Renew Europe, est également divisé sur la législation relative à la restauration de la nature.
 - La moitié de ses membres estiment que les objectifs devraient être revus à la baisse.
 - L'autre moitié souhaite qu'ils soient revus à la hausse.
 - « Sur tous les éléments du paquet climatique, nous assistons à une radicalisation d'une partie du PPE contre le Pacte vert pour l'Europe », [a confié Pascal Canfin à EURACTIV](#).

Énergies renouvelables. Hydrogène. Espagne.

BARATO.

La transition énergétique de l'Espagne vers les énergies renouvelables [représente une opportunité pour l'ensemble de l'Europe](#), défend dans une tribune l'expert Pedro Fresco.

- La capacité de la péninsule à produire de l'énergie renouvelable, bon marché, a permis à l'Espagne de devenir le huitième pays d'Europe où les prix de l'électricité sont les plus bas, derrière l'Italie et l'Allemagne.
 - L'isolement relatif de l'Espagne a contribué à créer un écart de prix important entre les marchés de gros de l'électricité en Espagne et en France.
 - Malgré les projets visant à accroître les interconnexions entre l'Espagne et la France, le potentiel des énergies renouvelables maintiendra les prix en Espagne à un niveau plus bas dans un avenir prévisible.
 - Cette situation profitera non seulement à la péninsule ibérique, mais aussi à l'Europe.
- L'Espagne et le Portugal ont proposé de fournir de l'énergie à l'Europe en renforçant les interconnexions.
 - On pense en particulier au projet H2Med, qui pourrait permettre d'exporter de l'énergie renouvelable sous forme d'hydrogène.
- La capacité de l'Espagne à produire de l'énergie renouvelable bon marché pourrait contribuer à attirer l'industrie dans le pays.
 - Cela aiderait l'Union européenne dans son processus de réajustement de la production de biens essentiels.
 - Avec l'objectif d'éviter de dépendre d'autres pays qui pourraient présenter des difficultés à l'avenir.
 - Le Green Deal Industrial Plan de la Commission européenne vise à répondre à ces préoccupations.
 - Dans l'ensemble, la contribution de l'Espagne à l'effort en matière d'énergies renouvelables en Europe est considérée comme un scénario « gagnant-gagnant ».